ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.826/2
DU 4 JUILLET 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 14 juin 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant le règlement du Lotto et du Joker+, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale et modifiant l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales des loteries publiques 'Euro Millions' et 'Joker+' organisées par la Loterie Nationale », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Article 1er

L'article 1er du projet examiné énonce que les loteries publiques appelées « Lotto » et « Joker + » « sont organisées conformément aux dispositions des articles 2 à 92 du présent arrêté ». Le renvoi aux articles 2 à 92 du présent arrêté présente l'inconvénient de devoir le modifier en cas d'insertion d'un article ou plusieurs articles nouveaux, par exemple, un article 93 concernant ces loteries. Il est dès lors préférable de ne pas mentionner des articles et d'écrire « conformément au présent arrêté » ou de mentionner des chapitres et d'écrire « conformément aux chapitres Ier à XI du présent arrêté ».

Article 3

À l'alinéa 4 de l'article 3 du projet, il serait plus lisible dans la version française, d'écrire « Lorsque plusieurs loteries publiques » au lieu de « Lorsque des loteries publiques » et de supprimer le mot « chacune ». Dans la version néerlandaise, le mot « elk » peut également être omis.

Article 18

L'article 18, § 2, organise la participation selon la formule « Replay ». Le 2° énonce que « la délivrance d'un ticket de jeu 'Replay' » s'effectue après la lecture par le terminal du ticket de jeu à l'appui duquel est sollicité un « Replay » et le 7° que, « dans l'instant suivant immédiatement la lecture par le terminal d'un ticket de jeu gagnant ou perdant, le joueur a la possibilité de demander la délivrance d'un ticket de jeu « Replay ». S'il renonce à cette possibilité, le ticket de jeu concerné n'est plus utilisable pour cette délivrance ».

Le 2° est inutile puisque le 7° reprend la règle qu'il énonce en la complétant par le fait que cette possibilité de jeu n'est possible qu'une seule fois. Il y a dès lors lieu de remplacer le 2° par le 7° et, partant, d'adapter le renvoi prévu au 8°.

Article 31

Selon la dernière phrase de l'alinéa 1er, à savoir :

« Dans ce cas, cette non-participation s'applique également à tous les abonnements dont le compte domicilié destiné au paiement des mises est le même »

Cette phrase peut impliquer, notamment si ce compte bancaire est ouvert par plusieurs personnes, la non-participation d'un abonnement dont la mise a été payée. Il convient que le projet prévoit l'information du joueur lorsque sa participation n'est pas effective ou son abonnement est frappé d'exclusion.

Article 42

1. À l'alinéa 1er de l'article 42, le texte à l'examen impose l'envoi d'un « courrier recommandé ». Il y a lieu de remplacer ces mots par « un envoi postal recommandé ou un recommandé électronique » afin d'utiliser une terminologie conforme à l'article 4, § 6, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, tel que modifié par l'article 41 de la loi du 13 décembre 2010.

2. À l'alinéa 2 du même article, il est prévu que la participation via un abonnement est interrompue « à partir du premier jour du mois pour lequel la Loterie Nationale aura été matériellement en mesure de mettre fin au prélèvement visé à l'article 30 ».

Cette disposition ne prévoit pas un délai précis, ce qui est de nature à nuire à la sécurité juridique, et il y a lieu de privilégier, dans le cadre de la politique de canalisation du jeu, la volonté d'un joueur de mettre fin à son abonnement. Il est dès lors suggéré de prévoir plutôt, puisque les prélèvements sont mensuels, que « L'abonnement prend fin le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de X jours (à déterminer**)** prenant cours le jour de l'envoi de la demande du joueur de mettre fin à son abonnement ».

Article 46

Si l'alinéa 2 règle de manière générale, la possibilité de mettre fin à l'organisation du lotto et du joker+ par abonnement, cette prérogative appartient au Roi, qui dans ce cas, devrait abroger le chapitre 3 du projet. Cet alinéa devrait être omis.

Article 68

L'alinéa 2 de l'article 68 du projet examiné est une disposition temporaire qui ne concerne que le premier tirage qui sera organisé selon les règles fixées par le projet. Il y a donc lieu d'en faire un article distinct [1].

Article 77

La règle contenue à l'article 77, § 2, alinéa 2, du projet qui concerne le solde du « Fonds de cagnotte Joker+ » est une disposition transitoire. Il serait plus logique d'en faire un second alinéa de l'article 92 qui prévoit le transfert du solde du fonds « cagnotte lotto » et de prévoir également le transfert de ce solde.

---

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 48.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.826/2
VAN 4 JULI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 14 juni 2011 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een koninklijk besluit "houdende het reglement van de Lotto en de Joker+, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen "Euro Millions" en "Joker+", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 van het voorliggende ontwerp stelt dat de openbare loterijen die “Lotto” en “Joker+” “worden genoemd, georganiseerd worden overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2 tot 92 van huidig besluit (lees: ‘van dit besluit’). De verwijzing naar de artikelen 2 tot 92 van dit besluit heeft het nadeel dat deze verwijzing gewijzigd moet worden indien een of meerdere nieuwe artikelen worden ingevoegd, bijvoorbeeld een artikel 93 betreffende deze loterijen. Het is dan ook beter om niet de artikelen te vermelden, maar om “overeenkomstig dit besluit” te schrijven, ofwel om de hoofdstukken te vermelden en “overeenkomstig de hoofdstukken I tot XI van dit besluit” te schrijven.

Artikel 3

In het vierde lid van artikel 3 van het ontwerp zou het de leesbaarheid ten goede komen om in de Franse versie “Lorsque plusieurs loteries publiques” te schrijven in plaats van “Lorsque des loteries publiques” en om het woord “chacune” weg te laten. In de Nederlandse versie kan evenzo het woord “elk” worden weggelaten.

Artikel 18

Artikel 18, § 2, regelt de deelneming volgens de “Replay”-formule. Het punt 2° geeft aan dat “het afleveren van een ‘Replay’ spelticket” geschiedt nadat de terminal het spelticket heeft ingelezen waarmee een “Replay” wordt gevraagd. Het punt 7° stelt: “onmiddellijk na de lezing van een winnend of verliezend spelticket door de terminal, kan de speler de aflevering van een ‘Replay’ spelticket vragen. Indien hij van deze mogelijkheid afziet, is het betreffende spelticket niet meer bruikbaar voor dergelijke aflevering”.

Het punt 2° is overbodig aangezien het punt 7° de regel ervan overneemt en hem vervolledigt met de bepaling dat deze spelmogelijkheid slechts een enkele keer kan worden benut. Het punt 2° dient derhalve te worden vervangen door het punt 7° en de verwijzing in 8° moet dientengevolge worden aangepast.

Artikel 31

De laatste zin van het eerste lid luidt:

“In dat geval geldt deze niet-deelneming ook voor alle abonnementen waarvan de gedomicilieerde rekening bestemd voor de betaling van de inzetten, dezelfde is”.

Deze zin kan de niet-deelneming inhouden van een abonnement waarvan de inzet betaald is, meer bepaald indien deze bankrekening geopend is door meerdere personen. Het ontwerp dient voor te schrijven dat wanneer de deelneming van de speler niet effectief is of wanneer zijn abonnement wordt uitgesloten, hij daarvan in kennis wordt gesteld.

Artikel 42

1. In het eerste lid van artikel 42 legt de voorliggende tekst de verplichting van een “aangetekend schrijven” op. Deze woorden dienen te worden vervangen door “een aangetekende postzending of een elektronisch aangetekende zending” opdat de gebruikte terminologie zou overeenstemmen met artikel 4, § 6, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatiediensten, zoals gewijzigd bij artikel 41 van de wet van 13 december 2010.

2. In het tweede lid van hetzelfde artikel wordt bepaald dat de deelneming via een abonnement wordt stopgezet “vanaf de eerste dag van de maand waarvoor de Nationale Loterij materieel in de mogelijkheid zal zijn geweest een einde te stellen aan de in artikel 30 bedoelde debitering”. Deze bepaling voorziet niet in een welbepaalde termijn, wat de rechtszekerheid kan schaden. Ook dient, in het kader van het beleid van kanalisatie van het spel, voldoende rekening te worden gehouden met de wil van een speler om zijn abonnement te beëindigen. Er wordt dan ook in overweging gegeven, aangezien de debiteringen maandelijks geschieden, dat wordt geschreven: “Het abonnement wordt stopgezet op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van X dagen (te bepalen) te rekenen vanaf de dag waarop de aanvraag van de speler om zijn abonnement stop te zetten, wordt verstuurd”.

Artikel 46

Het tweede lid regelt weliswaar op algemene wijze de mogelijkheid om de organisatie van de Lotto en de Joker+ per abonnement stop te zetten, maar dit prerogatief komt toe aan de Koning, die in dat geval hoofdstuk 3 van het ontwerp zou moeten opheffen. Dit lid zou moeten worden weggelaten.

Artikel 68

Het tweede lid van artikel 68 van het voorliggende ontwerp is een tijdelijke bepaling die alleen betrekking heeft op de eerste trekking georganiseerd volgens de regels vastgelegd bij het ontwerp. Deze bepaling dient dus in een apart artikel te worden ondergebracht [1].

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 48.

Artikel 77

De regel die vervat is in artikel 77, § 2, tweede lid, van het ontwerp en die betrekking heeft op het saldo van het “Joker+-speelpotfonds”, is een overgangsbepaling. Het zou logischer zijn om deze regel onder te brengen in een tweede lid van artikel 92, dat de overdracht regelt van het saldo van het “speelpotfonds”, en om ook de overdracht van dit saldo voor te schrijven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS